

Questions orales

[Traduction]

L'INDUSTRIELES MISES À PIED À L'USINE DE CONTRE-PLAQUÉ DE BURNABY—
LES MESURES DU GOUVERNEMENT

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre, en l'absence apparemment du ministre des Finances dont les réponses désinvoltes aux questions graves sont plutôt vaines.

Le plus important fabricant de contre-plaqué au Canada, Welwood Limited, vient d'annoncer la mise à pied de 700 travailleurs en en rejetant en grande partie la faute sur la politique d'intérêt élevé du gouvernement dont les répercussions sont désastreuses sur le secteur canadien de la construction domiciliaire. Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre quelle mesure il entend prendre pour rendre leur emploi à ces travailleurs?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Je suis bien prêt à envoyer des fonctionnaires de mon gouvernement conférer avec les représentants de la compagnie et des travailleurs pour voir s'il y a quelque chose à faire pour leur redonner un travail productif.

Des voix: Bravo!

M. Robinson (Burnaby): Voilà une assez mauvaise réponse à une grave question.

Des voix: Oh, oh!

M. Robinson (Burnaby): Le directeur de l'usine a dit ce matin que la politique d'intérêt élevé du gouvernement faisait penser à un médicament qui guérit la maladie mais tue le malade. Quel message du premier ministre puis-je transmettre aux 700 travailleurs et à leurs familles qui sont privés de leurs revenus à cause de la politique d'intérêt élevé du gouvernement?

● (1450)

M. Clark: Monsieur l'Orateur, le député peut dire aux 700 travailleurs qu'il prétend représenter que le gouvernement du Canada et le premier ministre du Canada se soucient de leur sort. Nous sommes prêts à faire ce que nous pouvons pour essayer de remédier à la situation. Je dis au député, et aux travailleurs par son entremise, qu'ils pourraient trouver plus profitable de communiquer directement avec moi.

Des voix: Quelle arrogance!

Une voix: Aucun respect pour le Parlement!

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONALLA CRÉATION D'UN COMITÉ CHARGÉ D'Étudier LA QUESTION
DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DES RÉACTEURS—LE RETARD
CAUSÉ À LA PROMOTION DES VENTES

L'hon. Jean-Luc Pepin (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé du Commerce international. Comme on a annoncé, sans que la Chambre ait pu en discuter, la création d'un comité chargé d'étudier toute la question de l'énergie nucléaire, y compris les exportations de réacteurs nucléaires, je m'inquiète des réper-

[M. Clark.]

cussions possibles de cette annonce et de la création de ce comité sur la stratégie commerciale relative aux réacteurs nucléaires au Canada, qui sont si importants pour notre balance commerciale.

Peut-il assurer à la Chambre que le gouvernement canadien encourage toujours ces ventes à l'heure actuelle? Et des directives en ce sens ont-elles été données aux différents ministères concernés soit au ministère de l'Industrie et du Commerce, à l'Énergie atomique du Canada Ltée, au ministère des Affaires extérieures, notamment au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et aux délégués commerciaux, ou y aura-t-il un autre hiatus comme dans le cas du déménagement de notre ambassade à Jérusalem?

L'hon. Michael Wilson (ministre d'État chargé du Commerce international): Monsieur l'Orateur, la question des exportations de matériel nucléaire est très importante pour notre pays. Je crois que le système CANDU est un produit d'exportation très important. La semaine dernière, je me suis entretenu avec M. Donnelly, président de l'EACL, et avec le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. C'est la deuxième fois que nous nous entretenons depuis quelques semaines pour étudier cette question. Je m'attends que l'on poursuivra cette série de rencontres en vue de mettre au point des transactions commerciales plus importantes allant de pair avec nos exportations de matériel nucléaire dans le sens que propose le député.

M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je suppose que le ministre jouit, à cet égard, de l'appui de tous ses collègues du cabinet. J'aimerais cependant le lui entendre dire en public.

Compte tenu de l'importance de la vente d'un réacteur CANDU au Japon en particulier, vente qui sera déterminante pour l'avenir du programme, le ministre est-il prêt à se rendre au Japon dès que le gouvernement de ce pays aura été formé, et à y emmener quelques collègues comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, pour favoriser la vente d'un réacteur nucléaire?

M. Wilson: Monsieur l'Orateur, nous avons effectivement discuté du cas du Japon. Nous avons aussi communiqué avec notre ambassadeur. Nos représentants nous tiennent au courant de la façon dont les choses évoluent au Japon. Le député doit savoir qu'il existe des divergences de vues au Japon à ce sujet. Nous suivons la situation de très près et s'il apparaît opportun que j'aie là-bas pour promouvoir nos exportations, j'irai.

LA VENTE D'UN RÉACTEUR NUCLÉAIRE AU MEXIQUE

M. Maurice Dupras (Labelle): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au même ministre. Répondant à une question que mon collègue a posée le 24 octobre à propos du commerce avec le Mexique, le ministre a dit qu'un comité avait été formé il y a deux mois—le 24 octobre. Quelles ont été les études qu'on a effectuées, quand le rapport sera-t-il déposé et sera-t-il possible que le gouvernement s'intéresse au sort de l'EACL?